Pour une vraie mutation économique sociale et environnementale en Bretagne commençons par transformer l'outil de production agroalimentaire breton !

La Région Bretagne, en son rapport intitulé « Osons la régionalisation de la PAC en Bretagne », écrit : « *Pourquoi vouloir régionaliser la PAC ? L'agriculture est une passion bretonne. Le poids économique direct et indirect de ce secteur d'activité justifierait cette passion à lui seul, mais elle va bien au-delà. Elle est un marqueur essentiel de la culture et de l'identité bretonne.* »

Abordant les enjeux environnementaux, la Région appelle de ses vœux une transition agro-écologique, dont la Bretagne pourrait être le laboratoire. Mais elle se dit aussi pleinement consciente, comme elle l'écrit, que *« La politique agricole française résulte... de choix difficiles entre des intérêts très divergents, qui ont logiquement tendance à aboutir le plus souvent au plus petit dénominateur commun. »* et que *« Ce n'est pas un hasard si les questions agricoles suscitent des débats publics aussi fréquents et animés dans notre Région. »*

Ce débat est aujourd'hui redevenu brûlant et mobilisateur si l'on songe aux récents combats contre les pesticides près des habitations, contre l'extension de poulaillers, contre le projet de serres « géantes » de production de tomates, ou encore la condamnation, le 11 juin dernier, d'un exploitant industriel de tomates coupable de pollution aux pesticides et aux nitrates d'un cours d'eau... De tels combats ne sont pas nouveaux. Ce qui l'est, c'est la capacité des acteurs mobilisés mais aussi de l'opinion, à les faire sortir du seul domaine de l'environnementalisme ou de la défense du bien-être animal où d'aucuns voudraient les cantonner pour les mettre en relations à d'autres questions.

Pourquoi aborder ce sujet précisément aujourd'hui pour nos organisations ? C'est qu'il constitue pour notre région l'une des clefs du *Monde d'après* que beaucoup ont appelé de leurs vœux durant la crise du Coronavirus. Le problème n'est pas l'existence d'un fort secteur agricole et agroalimentaire en Bretagne. Le problème c'est l'hégémonie culturelle qu'exercent depuis des décennies les maîtres de ce fameux « modèle breton » sur la pensée et sur l'action politique en Bretagne, hégémonie qui pèse du poids le plus lourd sur toute tentative de transformation économique sociale et environnementale en Bretagne.

Pour autant, et quoiqu'en disent ses promoteurs comme ses détracteurs, ce « modèle » n'a vraiment que peu à voir avec une « identité » bretonne. Il est au contraire tout ce qu'il y a de plus représentatif du capitalisme mondialisé auquel il est totalement intégré. Et il a largement contribué à bâtir cette « mondialisation malheureuse » qui exporte non seulement nos biens, mais aussi nos problèmes d'un bout à l'autre de la planète. A la difficulté croissante ici des agriculteurs à vivre de leur travail répond en écho dans de nombreux pays du Sud le désespoir des paysans submergés par les excédents européens dopés aux subventions et formatés par l'agro-industrie.

Aujourd'hui même, alors que le volume mondial des produits agricoles n'a pas baissé et suffirait à nourrir toute la planète, la désorganisation des marchés mondiaux par la crise du Covid a pour effet de mener des zones entières au bord de la famine. Dans notre propre pays, des familles, des jeunes, des enfants, se sont retrouvés ces derniers mois dans une grande précarité alimentaire et ils devront peut-être y avoir encore largement recours dans les mois qui viennent. Dans ce domaine de l'aide alimentaire, nous le savons, l'insécurité sociale se conjugue à l'inégalité en matière de qualité de l'alimentation avec un impact terrible sur la santé de ceux qu'on appelle les « bénéficiaires ».

Que ceux qui depuis des décennies nous disent qu'il faut encore abaisser les coûts et se renforcer davantage pour être encore plus compétitifs et assurer des prix bas pour donner accès à l'alimentation pour tou.tes nous expliquent ! Mais ils ne nous expliqueront rien, occupés qu'ils sont à exercer le lobbying habituel auprès des décideurs pour en remettre une couche sous couvert de défendre la « capacité nourricière de notre Région ». *Agrobusiness as usual*.

Il n'est pas question ici pour nos organisations de condamner les femmes et les hommes qui travaillent comme ils peuvent à assurer cette part essentielle de l'activité économique qu'est la production agricole et alimentaire et qui essaient d'en vivre. Nous reconnaissons pleinement les difficultés connues, vécues, par les agriculteurs et agricultrices, comme nous connaissons la situation des salarié.es dans les usines de transformation, victimes de conditions de travail difficiles et que les décideurs ont demandé de saluer pendant la pandémie à défaut d'agir sérieusement pour imposer l'augmentation de leurs salaires !

Mais aujourd'hui cela suffit ! Nous n'en pouvons littéralement plus de cette « pensée dissociée » qui réussit le tour de force de parler « en même temps », mais sans jamais les articuler, des problèmes insolubles du secteur agri-agro tout en vantant un prétendu « modèle breton » facteur de prospérité et dont le conseil régional suggère qu'il faudrait encore renforcer la compétitivité, alors que c'est cette vision productiviste qui a conduit ce modèle à une impasse ! Si c'est cela l'identité bretonne, elle relève du complexe et a grand besoin d'une thérapie !

Comme pour l'ensemble des méfaits du capitalisme, c'est aujourd'hui par les désordres écologiques que le grand public accède à la compréhension de « l'horreur économique » et de l'emprise des maîtres du système sur la décision politique. Le cas du livre *"Algues vertes, l'histoire interdite"* d'Inès Léraud est à cet égard emblématique. Désormais primé, cet ouvrage vaut pourtant à l'auteure et au Collectif qui la soutient d'être qualifié.es « d'anti-paysans » ce qui en Bretagne vaut mise au ban. Mais ceux qui s'emploient à les disqualifier ainsi, eux, sont-ils réellement « pro-paysans » ? Qu'on nous permette d'en douter.

A la suite d'une tribune parue le 8 mai dernier dans Libération intitulée « Défendons la liberté d'informer sur le secteur agro-alimentaire », 250 journalistes ont exprimé leur malaise et leur ras-le-bol dans une lettre ouverte à Loïg Chesnais-Girard. Cette interpellation selon nous mérite une réponse à la dimension de l'exécutif régional, car le problème qui est posé dépasse de loin le seul sujet de la liberté d'expression. C'est toute la démocratie en Bretagne qui est en jeu dans cette affaire. Et elle concerne l'ensemble de la population, spécialement celles et ceux qui subissent dans leurs corps les effets de ce prétendu « modèle » et dont la parole est soit étouffée soit confisquée : agriculteurs écrasés par l'endettement, travailleuses.eurs exploité.es de l'agro-alimentaire, contaminé.es aux pesticides qui doivent se soigner et se battre contre l'indifférence voire la calomnie, consommateurs pauvres en ville comme à la campagne condamné.es à la précarité alimentaire.

Tout comme la région Bretagne, la FSU, Solidaires et la Confédération paysanne aspirent au changement du modèle agricole breton et au « bien manger » indissociable, à nos yeux, du « bien produire » sur la base de systèmes agricole et agroalimentaire respectueux des femmes et des hommes et de l'environnement. Mais parce que la crise qui est venue tout bouleverser n'est qu'un premier avertissement de toutes les crises à venir, nous organisations appellent à engager sans plus attendre les ruptures nécessaires et à cesser de composer avec les « maîtres du système ». Dans le cadre du plan de sortie de crise co-signé par 20 organisations syndicales et associatives nationales, dont la FSU, Solidaires et la Confédération paysanne, nous revendiquons « Un plan de transition sociale et écologique de l'agriculture et de l'alimentation » avec :

- la création d'emplois attractifs de paysan.nes pour assurer la transition vers une alimentation suffisante et de qualité, création accompagnée par une politique d'installation massive de paysan.nes, avec une loi qui protège le foncier agricole (zéro artificialisation nette des sols), le répartisse équitablement et qui accompagne la transmission des fermes ;
- la relocalisation et la diversification des systèmes alimentaires en lien avec les besoins locaux ;
- la remise en cause des accords internationaux destructeurs des autonomies alimentaires locales ;
- des soutiens à la transition devant permettre le développement de l'élevage au sol, de gérer durablement l'eau, de lutter contre la déforestation importée, de s'affranchir à terme des pesticides et engrais de synthèse et de réduire au maximum la dépendance aux énergies fossiles et aux antibiotiques ;
- une refonte en profondeur de la Politique Agricole Commune, les aides devant être calculées par actif et non par hectare, plafonnées, conditionnées sur le plan social et agroécologiques,en proportionnant bien les aides à l'ampleur des efforts consentis et à la réalité des transitions mises en œuvre, et en excluant des aides publiques les surfaces de cultures à vocation uniquement énergétique ;
- une réforme de l'enseignement et de la formation agricole nécessaire pour mieux intégrer les enjeux écologiques ;
- enfin le maintien des services publics en zone rurale permettra l'amélioration du cadre de vie.